

Bulletin d'histoire politique

Contributions récentes à l'historiographie des intellectuels québécois

Michel Sarra-Bournet



Volume 3, numéro 1, automne 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063459ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063459ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sarra-Bournet, M. (1994). Compte rendu de [Contributions récentes à l'historiographie des intellectuels québécois]. *Bulletin d'histoire politique*, 3(1), 131–138. <https://doi.org/10.7202/1063459ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1994

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**CONTRIBUTIONS RÉCENTES À L'HISTORIOGRAPHIE
DES INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS**

Esdras Minville, LE NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS
(édité par François-Albert Angers),
Montréal, Presses H.E.C./Fides, 1992, 569 p.

**Jean Lamarre, LE DEVENIR DE LA NATION QUÉBÉCOISE,
SELON MAURICE SÉGUIN, GUY FRÉGault ET MICHEL BRUNET,**
1944-1969, Sillery, Septentrion, 1993, 564 p.

Léon Dion, LES INTELLECTUELS ET LE TEMPS DE DUPLESSIS,
Sainte-Foy, Le Presses de l'Université Laval, 1993, 452 p.

**Andrée Fortin, PASSAGES DE LA MODERNITÉ.
LES INTELLECTUELS QUÉBÉCOIS ET LEURS REVUES,**
Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 1993, 406 p.

Michel Sarra-Bournet

École nationale d'administration publique

Nous voici devant quatre livres d'histoire politique contemporaine d'une richesse peu commune, mais qui, comme bien d'autres, n'ont pas été écrits par des historiens. Le livre de Minville, qui se définissait lui-même comme un sociologue-philosophe, a été préparé par un économiste, François-Albert Angers. Jean Lamarre et Andrée Fortin sont des sociologues, ce qui témoigne du rapprochement fructueux de cette discipline avec l'histoire. Le quatrième auteur, Léon Dion, est politologue. Ces ouvrages se divisent en trois genres: la collection thématique, l'étude sociologique et le témoignage. On y retrouve enfin deux types d'auteurs: le participant (Minville et Dion) et l'analyste (Lamarre et Fortin).

Esdras Minville, universitaire éclectique, un type pratiquement disparu aujourd'hui, a été directeur de l'École des Hautes Études Commerciales, de 1938 à 1962. Nationaliste engagé, il était préoccupé par l'infériorité économique des Canadiens français du Québec. Son engagement l'amenait à proposer des solutions à cet état de fait. Malgré ce particularisme, sa pensée se voulait universelle en ce qu'il croyait que chaque nation devait se définir des caractéristiques propres afin de faire face à la tendance mondiale à l'unification. Avec la réorganisation de la carte politique, cela apparaît comme une préoccupation très actuelle, à ceci près que la nation dont il est question est ethnique: la nation canadienne-française est catholique et française. Pour Minville, les nations sont donc des réalités détachées des États. Cela est encore plus important dans le cas des États multi-nationaux, comme le Canada: «Il ne leur appartient pas de susciter une culture nationale nouvelle» (Minville: 58).

Le livre de Minville sur *Le nationalisme canadien-français* propose donc un retour sur l'ancêtre immédiat du nationalisme québécois actuel. Au moment même où les nationalistes cherchent à présenter le Québec comme un «pays normal», l'œuvre de Minville vient nous rappeler que l'ancienne idéologie nationaliste mettait l'accent sur les différences entre les identités collectives et sur l'éloignement qui aurait existé entre les valeurs de la «civilisation canadienne-française» et celles de ses voisines:

Nos attitudes politiques sont différentes parce que nous n'avons pas le même concept de la liberté et c'est sur ce point en particulier, je l'affirme, que le Canadien français et les Anglo-Canadiens se différencient le plus profondément (167).

À un premier niveau, l'intérêt de ce livre est donc de nous rappeler la mesure de l'écart qui sépare ces deux nationalismes. Aujourd'hui, par exemple, c'est plutôt à l'aide d'arguments utilitaires (que la souveraineté ferait idéalement disparaître, comme le statut minoritaire du français), qu'on justifie les dispositions exceptionnelles de la Charte de la langue française, et non au nom d'une conception différente de la liberté dans la culture québécoise.

Dans une intéressante discussion sur l'orientation de la pensée de Minville, François-Albert Angers rejette la thèse selon laquelle cette pensée aurait été conditionnée par sa provenance de classe. On constate, en effet, que la doctrine sociale de l'Église a pesé beaucoup plus sur la pensée de Minville que le métier de pêcheur de son père ou son propre poste de professeur d'université. (L'ascendant de l'Église catholique sur l'idéologie dominante au Québec est en soi une forme de déterminisme, mais cela est

un autre débat.) Qu'il en soit conscient ou non, l'intellectuel ne propose jamais de solutions socialement neutres, malgré tout l'effort qu'il peut mettre à appréhender les problèmes à leur valeur propre, à «s'élever au-dessus de ses intérêts» comme disait Angers (26), ou à trouver l'intérêt général «de l'homme canadien-français», comme le faisait Minville.

Par ailleurs, ces textes de Minville nous permettent d'articuler la question nationale et l'utilisation politique qu'on a pu en faire: comme bien d'autres, Minville cherchait à harnacher le sentiment national d'un peuple au profit de son propre projet politique. En effet, il confondait le désir d'autonomie des Canadiens français, qui était conditionné par leur situation minoritaire, avec sa propre attirance pour une forme d'autonomie particulière, «un mode d'appropriation des biens, conçu de manière à assurer à l'homme la plus grande mesure d'autonomie personnelle compatible avec l'ordre social» (168). Minville rejetait le libéralisme tout autant que l'interventionnisme étatique: l'autonomie qu'il valorisait était économique, et non pas politique. Parce que sa pensée était inspirée des encycliques papales, il cherchait à faire valoir le corporatisme social comme mode de gestion des rapports socio-économiques. D'ailleurs, ce n'était alors qu'une des formes du nationalisme canadien-français. D'autres nationalistes avaient une vision plus libérale ou néo-libérale du destin de leur communauté. Mais quand la vision conservatrice de Minville a perdu de sa préséance, son dialogue avec les autres formes de nationalisme s'est rapidement transformé en attaque (550-2).

Le nationalisme de Minville était anti-étatiste, mais était-il aussi messianiste et agriculturiste? Dans un monde bouleversé, Minville se demandait si «dans dix, vingt ou cent ans, il y aura encore place à la surface du globe, pour une civilisation humaniste et chrétienne» (128). Par ailleurs, il s'inquiétait des conséquences de l'industrialisation, «ce qui nous a souvent induits à affirmer, fût-ce à contretemps la vocation agricole [du Québec]» (384). Bref, Minville était un nationaliste traditionnel, et les frontières de sa nation correspondaient à cette «population de trois millions et demie d'habitants d'origine et de langue française (...) qui, partout, manifestent ce même attachement à leur langue et à leurs traditions nationales» (140).

* * *

«Trois dominantes de la pensée candienne-française: l'agriculturisme, l'anti-étatisme et le messianisme» était le titre d'un essai d'histoire intellectuelle qu'un des membres de l'École de Montréal publiait en 1957¹. Dans *Le devenir de la nation québécoise*, Jean Lamarre rassemble et compare

les trois auteurs considérés comme les auteurs des fondements historiques du néo-nationalisme, Maurice Séguin, Michel Brunet et Guy Frégault.

Tout en étant bien prudent de nous rappeler qu'à l'origine, la lutte au nationalisme traditionnel était anti-nationaliste, comme l'illustrera d'ailleurs le livre de Léon Dion, l'auteur souligne que la contribution des trois historiens a surtout été de redéfinir le nationalisme et de le sortir de son apolitisme. Leur vision se cristallisera enfin dans le mouvement indépendantiste.

Lamarre fait de la sociologie de la connaissance lorsqu'il «cherche à appréhender les relations existant entre l'historiographie et la société» (Lamarre:14). Mais son livre, issu d'une thèse en sociologie, évite les lourdeurs de ce style. L'auteur est conscient qu'il fait face à des individus et que leur regroupement dans une catégorie n'a d'autre but que souligner des convergences et d'identifier les tendances qui les expliquent. Il évite le piège de l'amalgame.

Aujourd'hui, on dénonce le mythe de la «grande noirceur». L'auteur, sans tomber dans le révisionnisme, y apporte une nuance: «Du milieu du 19^e siècle jusqu'au milieu du 20^e, le clergé va mettre de l'avant un nationalisme conservateur et religieux qui va s'affirmer comme idéologie dominante, mais non monolithique.» (15) Il relate ensuite le contexte dans lequel nos trois historiens ont œuvré, celui de l'entrée du Québec dans la modernité après la Deuxième guerre mondiale, qui coïncidait avec l'émergence d'une nouvelle intelligentsia qui investissait les universités, les médias et les mouvements sociaux. S'opposant aux élites traditionnelles et s'inspirant du néo-libéralisme, ces nouveaux intellectuels proposaient un rattrapage.

Contrairement aux intellectuels qui les ont précédés, ceux de la génération de Séguin, Frégault et Brunet n'étaient ni des autodidactes, ni des membres du clergé. Mais ce qui distingue l'École de Montréal de l'École de Québec (ou de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval), c'est la forme de rupture qui les a faits naître. Les premiers ont trouvé une nouvelle grande thèse explicative, tandis que les autres ont renouvelé leurs méthodes.

Dans les deux chapitres historiographiques, on découvre d'une part la négligence des historiens canadiens-anglais face à l'histoire du Canada français, et d'autre part les mythes qui avaient jusqu'alors dominé l'histoire canadienne-française traditionnelle: ceux de l'origine providentielle et de la tradition paysanne du Canada français. Séguin, puis Frégault et Brunet, ont remplacé ces facteurs explicatifs par la Conquête de 1760. Pour l'École de Montréal, le poids de la Conquête est au cœur de l'histoire du Québec, elle détermine sa trajectoire nationale.

L'École de Montréal ne s'opposait pas seulement aux thèses du nationalisme traditionnel. Sans être marginale, elle était dissidente au sein même des intellectuels contestataires des années 1950. Pour elle, c'est une cause structurelle (la Conquête) qui était responsable du retard économique de la société canadienne-française, et non pas une cause idéologique (le nationalisme, selon *Cité libre*) ou culturelle (la mentalité anti-capitaliste, selon l'École de Québec). Il fallait donc avoir recours à des instruments de nature politique pour redresser cette situation. D'où la révolution tranquille et le mouvement indépendantiste.

C'est dans les périodes de son histoire où il était relégué au niveau culturel que le nationalisme québécois était ethnique. Le changement qu'a apporté le néo-nationalisme englobe la nature même du nationalisme. Si sa description du problème consacrait une définition ethnique de la nation en cause, la solution qu'il proposait était, par sa nature territoriale, la négation même du nationalisme ethnique.

Bien qu'on l'ait qualifiée de «pessimiste», l'École de Montréal a néanmoins aidé au déblocage des années 1950. Elle a certainement été une des sources importantes du néonationalisme au Québec et, avec la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, de la révolution tranquille.

Cependant, on a peut-être négligé une autre «École», celle des Hautes Études Commerciales qui a aussi participé au débat sur l'infériorité économique du Canada français. Influents dans les milieux d'affaires, les économistes des HEC des années 1950 ont proposé certaines des réformes de la Révolution tranquille. Cette étude reste à faire.

Un seul de trois membres de l'École de Montréal, Michel Brunet, a vraiment pris position dans les débats publics de son époque, si bien qu'on a quelquefois considéré ses travaux comme polémiques, plutôt que scientifiques. L'ouvrage de Lamarre est doté d'une bibliographie exhaustive qui permettra au lecteur d'en juger.

Aujourd'hui, l'abandon de l'histoire globale et de l'histoire politique, au profit de l'histoire sociale et économique rend plus difficile pour une école historique d'avoir un tel impact sur le développement idéologique au Québec.

Des «fédéralistes dépités». Voilà comment Maurice Séguin décrivait ces nationalistes qui n'avaient pas compris, selon lui, que nos «crises d'appendice» (*sic*) étaient causées par la nature même du système fédéral, et non pas par les erreurs des hommes qui le dirigent (Lamarre: 196). C'est plutôt

comme un «fédéraliste fatigué» que Léon Dion se présente aujourd'hui, lui qui a partagé les barricades des opposants au nationalisme traditionnel et à Duplessis.

Dans *Les intellectuels et le temps de Duplessis*, le second d'une série de cinq volumes sur l'évolution du Québec dans la deuxième moitié du vingtième siècle, le politologue de l'Université Laval, membre de la seconde génération des professeurs de la Faculté des Sciences sociales, raconte les combats des citélibristes et des néo-nationalistes. Il fustige l'ancien régime de collaboration entre l'Église et l'État et célèbre sans ambages la modernisation qui a succédé à la «grande noirceur», après la lutte courageuse des nouveaux intellectuels dans les années 1950.

Mais parler de «grande noirceur», c'est banaliser le phénomène. Pour Dion, un décalage s'était installé au Québec, entre les conditions socio-économiques objectives et les représentations idéologiques qu'on s'en faisait. Et c'est cette divergence qui a engendré un mouvement historique. Mais la résistance du régime a nécessité une lutte: «Il y a crise sociale quand l'ordre ancien contesté refuse de mourir et que l'ordre nouveau recherché ne parvient pas à naître» (Dion: 8).

Dans le chapitre qui aborde plus directement le rôle des intellectuels, Dion s'inscrit en faux contre Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jocelyn Létourneau qui ont dénoncé la réécriture de l'histoire qu'auraient effectuée les intellectuels des années cinquante. Pour Dion, les intellectuels avaient le devoir de sortir du rang pour contester l'ordre établi: «Il incombe aux intellectuels de dénoncer les retards scandaleux dans ces domaines [économique, culturel et politique]» (315). Toutes tendances confondues, «ils avaient les mêmes adversaires: l'omniprésence et l'intolérance cléricales, l'obscurantisme politique, la sclérose de la pensée nationaliste traditionnelle» (415).

Dans les années 1950, il y avait une gauche et une droite. Je dirais même des gauches et des droites. Il y avait donc des projets alternatifs. C'est sans doute ce qui explique aussi, en plus du décalage entre la structure économique et l'idéologie dominante, la virulence des débats intellectuels de cette époque.

À la fin de la décennie, on avait néanmoins une impression d'immobilité et l'impatience était à son comble au Québec. Ce phénomène a aussi été constaté par Lamarre. Ce qui distingue Dion, c'est sa façon d'expliquer ce phénomène. Selon lui, les valeurs de la société québécoise n'auraient évolué que lentement, si bien que l'équilibre entre les valeurs conservatrices et progressistes n'a pu être rompu que par un événement spécial, l'enclen-

chement de la révolution tranquille. Et après 1960, les valeurs traditionnelles ne sont pas disparues immédiatement.

L'accent mis sur la lutte des nouveaux intellectuels québécois lui fait presque omettre que leur émergence en tant qu'une classe sociale virtuelle est le résultat de changements socio-économiques qui ont coïncidé avec la Deuxième guerre mondiale. Voilà qui peut atténuer le caractère héroïque et volontariste d'un combat qu'il associe, par ailleurs, à une génération, à ses porte-parole et à leurs institutions.

Un autre reproche qu'on pourrait faire au professeur Dion et de n'avoir laissé aucune chance à ses adversaires. Comme on le sait, l'histoire qui est écrite est rarement celle des perdants, et les pauvres nationalistes traditionnels, qui avaient leur propre programme de changement progressif (à défaut d'être progressiste), en sont quittes pour le rôle de vilains. Ces bémols mis à part, cette synthèse fort bien écrite et très bien documentée, comme sa bibliographie en fait foi.

* * *

Une autre façon d'aborder l'histoire intellectuelle du Québec est l'étude empirique. Celle d'Andrée Fortin, dans *Passage de la modernité*, porte sur des revues et englobe l'ensemble de l'histoire du Québec qu'elle découpe en trois phases, pré-moderne, moderne et post-moderne.

La question qui a inspiré cette recherche est le silence apparent des intellectuels contemporains. Il serait fonction du passage de la modernité, cette période de changement, de nouveauté, et de progrès (Fortin:3). En effet, après plusieurs décennies d'engagement profond où il aurait été un «définitif» de situation, qui «analyse de manière critique pour ensuite formuler des solutions, des propositions d'actions» (4), l'intellectuel se serait maintenant replié sur la sphère privée.

Pour l'auteure, les revues sont le moyen privilégié par lequel les intellectuels s'insèrent dans le social et le politique de leur époque. Avec l'aide des premiers éditoriaux et des prospectus de plusieurs centaines de revues québécoises, elle a cherché à retracer l'évolution de leur rôle jusqu'à aujourd'hui.

Au terme de la première période étudiée, soit de la fin du 18^e siècle à 1918, les intellectuels auraient émergé comme groupe distinct. Puis, de 1918 à 1978, ils auraient réussi à subordonner les politiques à leurs idées. Enfin, depuis 1979, les deux sphères se seraient dissociées et éloignées.

La fin des grands projets collectifs inspirés par les intellectuels serait liée à trois échecs correspondant à autant de facettes de leur personnalité:

l'expert se serait mué en technocrate, le savant en académicien, et le militant se serait embrouillé dans ses théories.

C'est alors que, doutant de leur capacité d'offrir à la population des options valables, les intellectuels seraient redevenus des citoyens ordinaires et se seraient tournés vers de nouvelles pistes de réflexion. Abandonnant les politiques globales, ils chercheraient maintenant à changer la société de bas en haut. Comme l'écrit Andrée Fortin, «Le privé est politique» (382).

L'ouvrage est à la fois historique et sociologique. Les revues sont traitées comme un indicateur de l'évolution du rôle des intellectuels. Ce genre oblige à un certain amalgame des différentes revues, ce qui tend à gommer les différences entre les grands courants de pensée à chaque époque. Des revues existant dans chaque période sont nées dans la période précédente et existent toujours. Peu de revues de droite sont apparues dans les années 1960. Mais il y avait bel et bien une gauche et une droite.

Mais pouvait-on faire autrement, même avec la réduction de cet immense corpus aux seuls textes de fondation? Cette dernière méthode a d'ailleurs aussi ses limites. Elle ne tient pas compte de l'évolution de chaque revue, ni des silences qui sont autant de compromis entre les diverses tendances qui composent chaque comité de rédaction. Ce sont autant de facteurs dont on ne peut tenir compte dans une étude macroscopique, aussi fouillée soit-elle. De plus, l'usage des définitions que les intellectuels ont fait de leur propre rôle recèle des dangers d'amplification. Ne pouvait-on pas mesurer l'influence respective de ces revues à l'aide de leur tirage?

Ces quelques critiques sont faciles, puisqu'elles se basent sur ce que l'étude n'est pas. Il s'agit d'une étude bien menée, dont les généralisations ne sont pas déconnetées de la recherche empirique. C'est la première étude exhaustive des revues au Québec, comme le démontre l'intéressante bibliographie qui dresse la liste des monographies existantes, toutes partielles.

* * *

Les quatre ouvrages examinés ici montrent qu'il y a eu au moins deux ruptures dans l'histoire du Québec, l'une correspondant à la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'autre, aux années 1970. Mais en faisant cette démonstration, les auteurs tendent à exagérer, au sein de chaque période, l'homogénéité de pensée des intellectuels québécois.

Note

1. Michel Brunet dans *Écrits du Canada français* 3 (1957) 33-117.